

Economie et société en Russie depuis 1998

De la crise financière à la reprise en main par Poutine

Le krach financier de 1998 marque l'apogée du « chaos » post soviétique. La crise de la transition étant devenue de plus en plus politique, la pouvoir fort restauré par W. Poutine a stabilisé l'économie. Mais la société reste aujourd'hui aussi bouleversée qu'il y a quinze ans.

I. La crise financière de 1998 n'a pas eu d'effets durables.

I.1. Le krach d'août 1998.

Le 17 août, le gouvernement laisse flotter le rouble (qui baisse jusqu'à 25 roubles pour un dollar au début 1999), suspend le remboursement de la dette intérieure et décide un moratoire de 90 jours sur les engagements extérieurs des banques russes. Même si la crise russe est précipitée par un effet de contagion de la crise asiatique (second semestre 1997) et par la chute du prix du pétrole depuis février 1997, sa cause déterminante est l'insolvabilité de l'Etat qui ne peut plus faire face aux échéances de sa dette à court terme, et l'insolvabilité des banques qui ont emprunté à l'étranger pour spéculer sur les GKO (voir la fiche sur l'évolution macroéconomique de la Russie de 1992 à 1997).

I.2. Les conséquences de la crise.

• **Les conséquences intérieures.**

La crise bancaire a des effets directs limités sur la masse de la population parce que 80 % de l'épargne est déposée à la Sberbank, la Caisse d'épargne contrôlée à 54 % par la Banque centrale de Russie (qui garantit les dépôts). En revanche, alors que la Russie semblait sur la voie de la stabilisation, l'année 1998 se solde par une lourde rechute de la production (-5,3 %) et une relance spectaculaire de l'inflation (+84,5 %).

• **Les conséquences extérieures.**

Le FMI, qui aide la Russie depuis avril 1993, accorde un nouveau crédit pour essayer d'empêcher la crise, en vain. Le FMI, qui se demande alors si les crédits occidentaux n'ont pas pour effet pervers de permettre à la Russie d'éviter les réformes, décide de suspendre ses versements. En revanche, le 20 novembre 1998, les banques occidentales se mettent d'accord avec le gouvernement sur les modalités de remboursement des titres de la dette publique intérieure.

I.3. La reprise économique.

La croissance économique revient vite (+6,6% par an en moyenne pour la période 1999-2005) et l'inflation s'apaise, tout en restant trop forte (11,7% en 2004, sur une pente ascendant depuis l'été 2004). Les plus values fiscales de la croissance transforment le déficit budgétaire en excédent. Le rouble se stabilise.

L'embellie résulte surtout de l'amélioration des comptes extérieurs, avec les effets de la dévaluation du rouble sur les importations (protectionnisme monétaire) et de l'ascension du prix des hydrocarbures (plus de la moitié des exportations de biens et de services) qui gonfle les exportations. La Russie enregistre un excédent commercial parmi les plus élevés au monde, et le solde de la balance des paiements courants équivaut à 4,5% du PIB en 2004. Il soutient artificiellement le rouble (42,8 pour un dollar à la mi-2006) qui est surévalué d'environ 20% par rapport à sa parité de pouvoir d'achat. Les produits bruts et semi-transformés représentent 90% des exportations. Près de ¼ des importations sont des produits agroalimentaires. La Russie doit importer en moyenne 40% de son alimentation, beaucoup plus pour la consommation de volailles (78%), de sucre (67%) et de produits laitiers (60%)... La Russie fait 53% de son commerce extérieur avec l'UE-25. L'UE- puis les Etats-Unis ont reconnu la Russie en mai et juin 2002, comme « économie de marché », pour des considérations essentiellement géopolitiques, car Moscou négocie toujours son adhésion à l'OMC.

Le FMI revient à la raison d'Etat et ménage la Russie pour des considérations hautement stratégiques. Son accord du 28 avril 1999 pour un nouveau prêt ouvre la voie aux accords avec le club de Paris (1er août 1999) et le club de Londres (11 février 2000).

L'accroissement des recettes fiscales par le pétrole (40% du budget fédéral) et la réforme fiscale (cf. infra) a accéléré l'assainissement des finances publiques. L'excédent des Administrations publiques équivaut à 10,3% du PIB en 2004. En mai 2002, la taxe sur les exportations de pétrole est passée de 9,20 à 20,7 dollars la tonne. Non seulement les menaces, au début 2001, de ne pas rembourser le Club de Paris, n'ont pas été suivies d'effet, mais la Russie a remboursé, au début 2005 par anticipation, toute sa dette remontant à l'époque soviétique. La dette extérieure de la Russie atteint 164 Md\$ en 2003, mais l'accumulation des réserves de change (180 Md\$ début 2006) a résolu les problèmes de solvabilité extérieure. Un Fonds de stabilisation (25 Mds € fin 2005) absorbe les surplus de pétrodollars pour endiguer l'inflation et l'appréciation du rouble.

II. Le président Wladimir Poutine lance une politique de restauration de l'autorité de l'Etat.

Après le renvoi de Tchernomyrdine le 28 mars 1998, la crise économique et la crise politique se confortent mutuellement. Après quatre gouvernements en 18 mois, le gouvernement Poutine (16 août 1999) met fin à l'instabilité du pouvoir. Assurant l'intérim de la présidence après la démission de Eltsine le 31 décembre 1999, W. Poutine est élu président, au suffrage universel direct, le 26 mars 2000. Disposant d'une majorité docile à la Douma depuis les élections législatives du 7 décembre 2003, il a été facilement réélu pour 4 ans le 14 mars 2004. Le nouveau gouvernement est dirigé par Mikhaïl Fradkov.